



**L'accord nucléaire entre l'Iran et les pays du  
5+1 et ses répercussions sur l'Iran et la région**

**Mini-mémoire**

**Présentation par le  
LCL Al Ramannah Mohannad Ata  
(Forces armées jordaniennes)**

**ÉCOLE DE GUERRE**

**Sous la direction du**

**CDT (air) Boutherin Gregory**





ÉCOLE DE GUERRE

---

*A la mémoire des victimes du 13 novembre 2015 à Paris*

## **L'accord nucléaire entre l'Iran et les pays du 5+1 et ses répercussions sur l'Iran et la région**

### **Introduction**

Après une série de négociations entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) plus l'Allemagne, débutée en 2003, les deux parties sont parvenues à un accord le 14 juillet 2015, qui semble avoir profité à tous. Au cours de ce cycle, l'Iran a employé le facteur temps afin de bénéficier du temps nécessaire au développement de son programme nucléaire, débuté dans le secret dans le courant des années soixante et se poursuivant à ce jour. L'existence de ce programme, révélé en 2002, a conduit la communauté internationale à intervenir diplomatiquement dès 2003 avec un succès apparent avec l'accord de 2015. Les éléments les plus importants évoqués dans cet accord portent, d'une part, sur la levée des sanctions économiques contre Téhéran et la libération des fonds gelés et, d'autre part, des restrictions au programme nucléaire et à la poursuite de l'enrichissement de l'uranium avec une réduction ne permettant pas à Téhéran de développer un programme nucléaire répondant à des fins militaires. Cet accord vise aussi à réduire le nombre de centrifugeuses au deux tiers, soit environ 5060, et autorise l'accès aux inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) à tous les sites suspects iraniens, ouvrant ainsi des perspectives de coopération dans les domaines de l'énergie et de la technologie. Cet accord devrait sans doute avoir des répercussions géopolitiques et économiques sur la région, qui se feront plus claires avec le temps.

### **ÉCOLE DE GUERRE**

L'accord sur le programme nucléaire iranien, qui a un impact direct sur la sécurité et la stabilité de la région, a préoccupé naturellement les pays du Golfe et du Moyen-Orient. Dans cette perspective et en qualité de chercheur appartenant aux forces armées de l'un des pays de la région, j'ai choisi l'étude de ce sujet afin d'analyser les répercussions de cet accord sur les pays limitrophes et en particulier mon pays. L'importance de cette recherche revient à la situation sécuritaire difficile dans la région, dont l'Iran est l'un des acteurs majeurs. Cette situation a été dégradée après l'accord sur le programme nucléaire iranien, qui a des conséquences majeures pour l'Iran et la région en particulier, mais également pour le reste du monde. Pour cela il est nécessaire d'identifier les répercussions et les impacts de cet accord sur la région. L'évaluation finale des répercussions de l'accord nucléaire iranien peut être réalisée selon trois facteurs :

- premièrement une analyse minutieuse des articles de l'accord,
- deuxièmement l'engagement de l'Iran à la mise en œuvre du consentement, et
- enfin, identifier son impact sur la région et le comportement iranien.

L'accord aura un résultat positif si ces trois facteurs débouchent sur des termes concluants. Tout échec pourrait aboutir à une escalade militaire avec des conséquences aussi désastreuses que celles liées à la chute du régime de Saddam Hussein.

### **Problématique**

L'Iran se trouve au centre des conflits du Moyen-Orient et des intérêts géostratégiques internationaux. Dans ce contexte, l'Iran a l'ambition de se doter de la capacité nucléaire pour affirmer son indépendance nationale et son leadership régional. Donc, l'obtention du nucléaire apparaît comme prioritaire pour le régime iranien.

Dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, la communauté internationale a cherché à contenir les ambitions nucléaires iraniennes dans le domaine militaire, tout en reconnaissant le droit qu'avait Téhéran de bénéficier des avantages de l'énergie nucléaire à des fins civiles ainsi que le prévoit l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Après de longues et difficiles négociations, le conseil de sécurité a finalement approuvé un accord sur la question nucléaire iranienne. En raison de l'importance de ce sujet, la recherche portera sur les questions suivantes :

- Quels sont les principaux termes de cet accord ?
- Quelles sont les conséquences et les répercussions sur l'Iran, tant d'un point de vue politique qu'économique ?
- Et quels sont les impacts de cet accord sur l'avenir de la région du Golfe et du Moyen-Orient ?

## **ÉCOLE DE GUERRE**

### **Les questions de recherche**

Ce travail de recherche portera sur les questions suivantes:

- Comment le projet nucléaire de l'Iran a-t-il évolué? Quels sont les objectifs poursuivis ?
- Quelle est la conduite de la communauté internationale pour faire face aux ambitions nucléaires de l'Iran?
- Quels sont les impacts sur l'Iran et le Moyen-Orient de l'accord auquel sont parvenus l'Iran et le groupe dit des « 5 +1 »?

### **Cadre historique**

Cette recherche sur le programme nucléaire iranien se concentrera plus particulièrement sur la période entre 2002 et 2015.

Un ensemble des développements et d'événements régionaux et internationaux ont eu lieu au cours de cette période, dont le plus important est sans doute la chute du Shah et la proclamation de la république islamique d'Iran. Cette révolution islamique a eu une influence majeure sur les relations

de l'Iran avec le reste du monde L'autre évènement important de cette période est le début des négociations internationales, qui ont abouti à l'accord nucléaire récent, Enfin, la période post-2015 sera importante à suivre afin d'analyser la mise en œuvre des termes de cet accord.

### **La recherche vise à :**

- 1- Retracer l'émergence du programme nucléaire iranien et son développement depuis la fin du règne du Shah jusqu'en 2015.
- 2- Déterminer les effets économiques et politiques de l'accord sur l'Iran.
- 3- Déterminer l'effet géopolitique de l'accord sur l'Iran et sur l'équilibre régional du Moyen-Orient et bien mettre en évidence également les craintes de certains Etats notamment de la région.

### **Les hypothèses**

Le chercheur se concentre sur l'examen des hypothèses suivantes :

- 1- Le succès de l'Iran dans le développement de sa capacité est lié à la capacité à faire face à des dilemmes internes, régionaux et internationaux.
- 2- Le programme nucléaire de l'Iran menace la sécurité mondiale. Il sera possible d'utiliser les voies et moyens pour empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires.
- 3- Cet accord contribue à limiter le programme nucléaire iranien via un contrôle international. Il s'agit de s'assurer que l'Iran ne réalise ses ambitions nucléaires militaires et ne puisse pas développer des armes de ce type.
- 4- L'Iran est un élément très important dans le Moyen-Orient. De ce fait, cet accord doit avoir des effets à la fois positifs et négatifs, sur l'Iran en particulier et l'ensemble de la région en général.

### **Méthode employée**

L'étude de ce sujet sera réalisée selon deux méthodes :

- 1- L'approche historique, afin de retracer les racines historiques et les stades de développement du programme nucléaire iranien, les phases des négociations et la conclusion de l'accord.
- 2- L'approche analytique, qui vise à analyser les termes de l'accord et ensuite les impacts de cet accord sur l'Iran et la région.

### **Des difficultés**

- 1- le niveau humble du langage de chercheur exige du temps et un très grand effort pour chercher.
- 2- le manquement de références et sources fiables qui peuvent être invoqués dans la recherche.

### **plan de travail**

L'étude du sujet sera donc divisée en trois parties :

- 1- Début et développement du programme nucléaire iranien :
  - 1.1- La période avant la révolution islamique,
  - 1.2- La période après la révolution islamique,
  - 1.3- Les ambitions nucléaires iraniennes.
  
- 2- Les négociations nucléaires :
  - 2.1- Révélation du secret nucléaire iranien,
  - 2.2- La confrontation entre l'Iran et la communauté internationale,
  - 2.3- L'accord préliminaire,
  
- 3- Conséquences de l'accord pour l'Iran et la région :
  - 3.1- Analyse des termes de l'accord et des conséquences,
  - 3.2- Les impacts politique et économique pour l'Iran,
  - 3.3- Conséquences pour les pays du proche Moyen-Orient.

### **Conclusions**



**ÉCOLE DE GUERRE**

## Summary

On 14 July 2015, Iran and the six negotiating global powers (the US, Britain, France, Russia, China and Germany) signed the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA). The agreement seeks to bring a diplomatic conclusion to the decade-long standoff over Tehran's nuclear program. Since the early 2000s Western powers have accused Iran of trying to acquire nuclear weapons. Iran categorically denies these accusations and asserts that it is interested in civilian nuclear energy. The Western powers argue that economic sanctions have subsequently brought Tehran to the negotiating table, while Iran maintains that its technological advances have prompted the United States and Europe to seek a diplomatic outcome to the conflict. The European Union Foreign Policy Chief Federica Mogherini called the recent deal "historic" and President Obama argued that it "offers an opportunity to move in a new direction" that "we should seize."

The agreement has the potential to fundamentally alter the strategic landscape in the Middle East and initiate a new security paradigm. Since the 1979 Revolution, American and European policies sought to isolate Iran and build a military partnership with 'moderate' Arab states. In the regional system that is now likely to emerge, Iran is likely to be increasingly re-integrated and the partnership between Western powers and 'moderate' Arab states is likely to face serious challenges.

Will the nuclear deal lead to nuclear weapons proliferation in the Middle East? How will Israel react? How will Gulf States re-assess relations with Iran? It will take some time to fully comprehend the potential impact of the emerging détente between Iran and the United States.

If the deal is endorsed by all parties and implemented in good faith it would certainly open a new chapter in Middle Eastern security and strategy. Europe, Russia, and China will continue to be major partners but, rhetoric aside, the United States will remain the leading security guarantor. The current lack of trust in the Obama Administration does not diminish the decades-long strategic ties between the United States, its Gulf allies and Israel. At the same time, Washington has significant strategic interests in the Middle East and will continue its close cooperation with its allies to protect these interests.

## Résumé

Le 14 Juillet 2015, l'Iran et les six puissances mondiales de négociation (les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne) ont signé le plan global d'action conjoint (JCPOA). L'accord vise à apporter une conclusion diplomatique à la crise de plus de dix ans sur le programme nucléaire de Téhéran. Depuis le début des années 2000 les puissances occidentales ont accusé l'Iran de chercher à acquérir des armes nucléaires. L'Iran nie catégoriquement ces accusations et affirme qu'il est intéressé par l'énergie Procédé nucléaire civil. Les puissances occidentales soutiennent que les sanctions économiques ont par la suite amené Téhéran à la table des négociations, alors que l'Iran soutient que ses avancées technologiques ont incité les États-Unis et l'Europe à chercher une solution diplomatique au conflit. Le chef de la politique étrangère de l'Union européenne Federica Mogherini a décrit le récent accord comme «historique» et le président Obama a fait valoir que celui-ci "offre la possibilité de progresser dans une nouvelle direction" que "nous devons saisir."

Cet accord a le potentiel de changer fondamentalement le paysage stratégique au Moyen-Orient et de promouvoir un nouveau paradigme en matière de sécurité. Depuis la révolution de 1979, les politiques américaines et européennes ont cherché à isoler l'Iran et à construire un partenariat militaire avec les États arabes «modérés». Dans le système régional qui est maintenant susceptible d'émerger, l'Iran est susceptible d'être de plus en plus réintégrée et le partenariat entre les puissances occidentales avec les pays arabes «modérés» est susceptible de faire face à des défis graves.

---

Est-ce que l'accord nucléaire peut conduire à la prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient? Comment peut réagir Israël ? Comment les Etats du Golfe réévaluent-ils leurs relations avec l'Iran ? Il faudra un certain temps pour comprendre pleinement l'impact potentiel de la détente naissante entre l'Iran et les États-Unis.

Si l'accord est approuvé par toutes les parties et est mis en œuvre de bonne foi, il serait certainement à même d'ouvrir un nouveau chapitre de la sécurité et de la stratégie du Moyen-Orient. L'Europe, la Russie et la Chine continueront d'être les principaux partenaires mais, sans esprit de pure rhétorique, les États-Unis resteront le principal garant de la sécurité. Le manque actuel de confiance au sein de l'administration Obama n'affaiblit pas les liens stratégiques tissés depuis des décennies entre les Etats-Unis, ses alliés du Golfe et Israël. Dans le même temps, Washington a des intérêts stratégiques importants au Moyen-Orient et poursuivra sa coopération étroite avec ses alliés pour protéger ses intérêts.

# Index

<b><u>Le premier chapitre</u></b> Début et développement du programme nucléaire iranien :	
La période avant la révolution islamique.....	10
La période après la révolution islamique.....	11
Les ambitions nucléaires iraniennes. ....	13
<b><u>Le deuxième chapitre</u></b> Les négociations nucléaires :	
Révélation du secret nucléaire iranien.....	15
La confrontation entre l'Iran et la communauté internationale.....	17
Les sanctions économiques .....	17
Menaces militaires .....	18
L'accord préliminaire.....	19
<b><u>Le troisième chapitre</u></b> Conséquences de l'accord pour l'Iran et la région	
Analyse des termes de l'accord et des conséquences.....	21
Les répercussions de l'accord à l'intérieur de l'Iran .....	22
Les impacts économique pour l'Iran.....	22
Les impacts politiques pour l'Iran.....	23
Conséquences pour les pays du proche Moyen-Orient.....	24
Les États du Golfe .....	24
Les pays du Moyen-Orient .....	26
La position Israélienne.....	27
<b>Conclusions.....</b>	<b>28</b>
<b>Sources et bibliographie.....</b>	<b>31</b>

## Chapitre I

### Début et développement du programme nucléaire iranien

#### Introduction

« *Les armes nucléaires ne nous apportent rien d'autre que l'équilibre de la terreur et la terreur, même en équilibre, c'est encore de la terreur* »<sup>1</sup>.

G. Wald, prix Nobel de médecine, 1967

Cette ironie de G. Wald, prix Nobel de médecine en 1967, montre encore la persistance de la menace nucléaire pour l'humanité. D'aucuns estiment que le nucléaire constitue une garantie de sécurité et d'influence internationale, mais les objectifs et les motivations pour l'acquisition de capacités nucléaires varient selon les pays. La politique de l'Iran dans ce domaine est motivée par un ensemble complexe de raisons, qui sont toutes à la fois annoncées et cachées. On peut clairement remarquer que son programme nucléaire a des motifs déclarés pacifiques jusqu'à maintenant. Or le nucléaire n'en demeure pas moins une capacité à double usage. Les craintes peuvent être renforcées dès lors que sont mis en relation le développement des capacités nucléaires et celui des systèmes de missiles longue portée issus d'un programme de développement spatial. Cela interroge quant à la finalité véritable du programme nucléaire.

Pour cela le projet nucléaire iranien est considéré comme l'un des sujets les plus complexes sur la scène politique au Moyen-Orient. L'Iran insiste sur le caractère pacifique du projet. La crédibilité de son engagement a été réaffirmée à plusieurs reprises et devant toutes les instances internationales par ses dirigeants. Le guide suprême Ali Khamenei en premier soutien, dans une fatwa publiée sur son site, toute son opposition à la production et à l'utilisation d'armes de destruction massive. Cette fatwa a été relayée par les autorités iraniennes devant l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) à Vienne en 2003. Cette posture de l'Iran alimente aujourd'hui la politique de réconciliation du pays et son retour dans les relations internationales. Hassan Rowhani, nouveau président iranien s'est engagé sur le chemin de la technologie nucléaire pacifique de l'Iran<sup>2</sup>. En revanche, les États occidentaux en particulier considèrent plutôt que la poursuite de ce programme nucléaire répond à une finalité militaire. En 2003, l'Agence

<sup>1</sup> G.Wald, Jean-Marie Collin, *La bombe. L'univers opaque du nucléaire*, Paris, Autrement, 2009, p. 1 ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.obsarm.org/news/2002/traite-desarm-nuc-article.htm>

<sup>2</sup> Michael Eisenstadt, Mehdi Khalaji, « Religion and Politics in Iran's Proliferation Strategy ». *The Washington Institute for Near East Policy*, n° 115, September 2011, p1-5; disponible à l'adresse Internet suivante <https://www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/pubs/PolicyFocus115.pdf>

internationale de l'énergie atomique a souligné pour la première fois dans son rapport que l'Iran n'a pas déclaré ses activités nucléaires sensibles et celles d'enrichissement et de retraitement à des niveaux supérieurs pouvant répondre à un objectif militaire<sup>3</sup>. Au milieu de cette dialectique et devant l'importance géopolitique et géostratégique du Moyen-Orient, ce projet peut avoir des implications et des répercussions sur la région et le monde entier.

#### **La période avant la révolution islamique<sup>4</sup>**

Le programme nucléaire de l'Iran a commencé au milieu des années soixante. En lançant son ambitieux programme d'énergie nucléaire l'ancien Shah Mohammad Reza Pahlawi<sup>5</sup> a soutenu que la technologie nucléaire est l'un des piliers de base de ce qui est décrit comme «la civilisation iranienne majeure». Le 5 Mars 1957, le Shah a jeté les bases du programme nucléaire de l'Iran. Il annoncera "le projet d'accord de coopération dans le domaine de la recherche et le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie atomique" sous les auspices du programme Eisenhower «Atoms for Peace»<sup>6</sup>.

Au début des années soixante les États-Unis sont les pionniers en laissant entrevoir au Shah le rêve de l'énergie électronucléaire, après avoir fourni à l'Iran un réacteur de recherche dont la construction s'est achevée en 1967 à l'Université de Téhéran<sup>7</sup>.

Washington a offert à Téhéran un bâtiment de cinq à sept réacteurs électronucléaires, mais le coût élevé des réacteurs américains a conduit le Shah à privilégier l'offre de l'entreprise allemande "Kraftwerk Union Siemens"<sup>8</sup>. Il donne l'ordre de débiter la construction des deux réacteurs

<sup>3</sup> IAEA, «Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran (PDF)». IAEA, GOV/2003/75, novembre 2003, p4-6; disponible à l'adresse Internet suivante :<https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2003-75.pdf>

<sup>4</sup>La révolution islamique a eu lieu en 1979 et transformé l'Iran d'une monarchie, sous le règne du Shah à la République islamique. Et il a commencé à connaître depuis cette date au nom de la République islamique d'Iran.

<sup>5</sup>**Mohammad Reza Pahlawi** est né à Téhéran en 1919, il est le dernière Shah (roi) a jugé l'Iran avant la révolution islamique en 1979, et a continué son règne de 1941 à 1979.

<sup>6</sup>Haidar, Jamal Ibrahim, «Sanctions and Exports Deflection: Evidence from Iran». *Ecole d'économies de Paris*, Paris, 2012, p.231; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.parisschoolofeconomics.eu/en/haidar-jamal-ibrahim/>

<sup>7</sup>IAEA (United Nations), «Contract between the International Atomic Energy Agency( Iran) and the United States of America for the transfer of Enriched Uranium and Plutonium for a Research Reactor in Iran». IAEA (United Nations), 7 June 1967, p2-6; disponible à l'adresse Internet suivante <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20614/volume-614-I-8866-English.pdf>

<sup>8</sup>La société Kraftwerk Union (KWU) était une filiale de [Siemens](#) et [Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft](#) responsable de la construction de [centrales thermiques](#), en particulier de [centrales nucléaires](#). Les sites de l'entreprise comprenaient [Mülheim an der Ruhr](#), [Erlangen](#), [Berlin](#) et [Offenbach am Main](#). La KWU était souvent considérée comme la société des centrales de Siemens.

dans la ville de Bushehr<sup>9</sup>, dans le sud du pays. La compagnie a commencé à travailler en 1974.

### La période après la révolution islamique

Lors de la révolution islamique de 1979, le premier réacteur (Bushehr) est construit à près de 85% alors que la construction devait s'étendre jusqu'en 1981. Roh Musawi Khomeiny<sup>10</sup> a alors décidé de mettre un terme au programme de recherche nucléaire, considérant l'arme nucléaire comme prohibée en vertu de la morale et de la jurisprudence islamique. La recherche à petite échelle dans l'énergie nucléaire a repris au cours de la guerre Iran-Irak, mais l'Irak a bombardé les réacteurs en 1987<sup>11</sup>.

L'Iran a cherché un pays pour terminer cette construction initiée par des experts allemands. Or depuis la révolution, la république islamique cultive l'hostilité envers les pays de l'Ouest, et en particulier les Etats-Unis et Israël. Aucun pays occidental n'a alors accepté d'achever le projet nucléaire iranien, mais l'ex-Union soviétique, qui a vu l'Iran comme un nouvel intérêt potentiel, est prêt à l'ajouter à ses alliés dans le nouveau monde en développement.

Devenir une puissance nucléaire, pour l'Iran, était une option nationale qui dépendait essentiellement d'une décision politique ; le Guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré dans un discours télévisé aux cinquante mille membres des Gardiens de la Révolution iraniens en grande mosquée de Téhéran : «Je tiens à souligner la consolidation des droits nucléaires de l'Iran». Il ajoute : «Je ne me mêle pas dans les détails des négociations, mais il y a des lignes rouges qui doivent être respectées »<sup>12</sup>.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad annoncera aussi le dimanche 25 février 2007 qu'aucun retour en arrière dans le programme nucléaire de l'Iran n'est envisageable, comparant ce projet souverain à un «train sans frein» . Fidèle aux principes du guide révolutionnaire, Ahmadinejad réaffirmera cette détermination du peuple iranien en ces termes : "les techniques de production du combustible nucléaire se poursuivent, et le mouvement iranien dans ce

---

<sup>9</sup> La ville de **Bushehr**, se trouve au sud de l'Iran, elle est située sur la côte du Golfe Persique.

<sup>10</sup> **Roh Musawi Khomeiny** homme religieux et politique iranien. Il est né le 24 septembre 1902 et décédé le 3 Juin 1989. Il a dirigé l'Iran en tant que « guide suprême » de 1979 à 1989.

<sup>11</sup> Pendant la guerre Iran-Irak, qui a duré à long terme les avions irakien ont bombardé le réacteur (Bushehr -1) à six reprises, et plus précisément le 13 Mars, 1984, Février 1985, le 11 Mars 1985, le 17 Juillet, 1986, 2 Novembre 1987 et le 13 Novembre, 1987.

<sup>12</sup> A F B , Droit nucléaire de l'Iran est une ligne rouge, *Le journal al-Akhbar*, n ° 1328, Iran, p1; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.al-akhbar.com/node/195406>.

domaine va comme un train sans freins et ne peut pas se retourner ni trouver une gare pour s'arrêter"<sup>13</sup>.

De la même manière, il répond à ceux qui sont en colère sur le droit de l'Iran à l'achèvement d'un cycle du combustible nucléaire complet (en une seule phrase): «Soyez en colère contre nous et mourrez de cette colère, parce que nous ne saurions mener de pourparlers avec quiconque sur le droit de la nation iranienne d'enrichir de l'uranium"<sup>14</sup>.

Paradoxalement, ce que l'Iran n'a pas officiellement déclaré, c'est tout ce qui a été fait par Téhéran dans les années quatre-vingt-dix. La décision politique avait probablement été prise, soit après la destruction par l'Irak des réacteurs iraniens de Bushehr en 1987 ; soit après la première guerre du Golfe et la destruction des installations nucléaires de l'Irak consécutive aux bombardements américains et aux activités des comités d'inspection internationales en 1991.

Dans tous les cas, l'Iran a décidé de poursuivre les deux options nucléaires militaires qui s'offraient à elle en même temps : tout en essayant d'avoir accès au « plutonium » qui a composé la bombe larguée par les Etats-Unis sur Nagasaki au Japon en 1945, elle cherchait également à développer l'« uranium militaire », qui a composé celle larguée sur Hiroshima"<sup>15</sup>.

D'un point de vue technologique, Téhéran a pu bénéficier en 1995 du soutien russe pour convertir les réacteurs qui ont été détruits par le bombardement irakien au genre adopté dans l'ex-Union soviétique, puis grâce à ce contrat, de donner vie par la même occasion à son programme nucléaire "civil".

Ainsi, il a été inauguré en Iran en 1996 un nouveau bâtiment pour la production d'eau lourde situé dans la ville d'Arak dans le centre de l'Iran. La production a débuté en 2006, bien que Ali Reza Jafar Zadeh, porte-parole du groupe dissident du conseil national de la résistance iranienne, ait révélé publiquement, le 14 Août 2002, l'existence de deux réacteurs nucléaires en construction"<sup>16</sup>. Or, en réalité, en 2004 l'Iran a commencé à construire un réacteur d'une capacité nominale de 40 Mégawatts près de cette installation en utilisant de l'eau lourde et l'uranium naturel disponibles en Iran.

---

<sup>13</sup> Al-Husseini, Huda, « Les hauts et les bas dans les déclarations d'Ahmadi Nejad », *Moyen-Orient Journal*, Londres, n 10320, mars 2007, p1 ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://archive.aawsat.com/details.asp?article=408628&issueno=10320>

<sup>14</sup> Suliman, Ahmmad, «Le programme nucléaire iranien en 2007 .. train sans freins» , *Agence BBC Nouvelles, Londre* ; Décembre 2007, p2 ; disponible à l'adresse Internet suivante [http://news.bbc.co.uk/hi/arabic/middle\\_east\\_news/newsid\\_7157000/7157641.stm](http://news.bbc.co.uk/hi/arabic/middle_east_news/newsid_7157000/7157641.stm)

<sup>15</sup> Le plutonium-239 est l'un des isotopes du plutonium, qui est utilisé pour produire des bombes atomiques. Il a été également utilisé de l'uranium 235 dans ce but. Le Pu239 de plutonium ainsi que l'uranium 235 et l'uranium -233 sont des matériaux qui sont utilisés comme combustible nucléaire dans les réacteurs nucléaires pour produire de l'électricité.

<sup>16</sup> Paul, Kerr, « Exiles and Iran Intel », *Arms Control Wonk*, avril 2005; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.armscontrolwonk.com/517/exiles-and-iran-intel>.

Ce type de réacteur permet la production de quantités de plutonium nécessaire pour des armes nucléaires, qui est du même type et de même capacité que chacun des réacteurs français à Dimona en Israël. Ce réacteur est fourni à Israël pour la fabrication de ses armes nucléaires. De même, le Canada a fourni un réacteur de même type à l'Inde afin d'obtenir des armes nucléaires. Le Pakistan pour sa part dispose également de réacteur "Khusha" lui permettant de développer son armement nucléaire.

### **Les ambitions nucléaires iraniennes**

L'argument technique avancé pour l'installation du réacteur de Bushehr en Iran consiste à dire que ce type de réacteur sera utilisé pour la recherche dans le civil et pour la production de radio-isotopes à des fins médicales et agricoles.

La capacité de 40 Mégawatt<sup>17</sup> de ce réacteur est relativement importante, si le but est uniquement civil comme le prétend l'Iran. En effet, tous les rapports scientifiques montrent que la capacité de 10 Mégawatts peut être suffisante pour une installation civile<sup>18</sup>. Or l'Iran a déjà réussi à surmonter le problème du combustible nucléaire qui permet de contrôler le processus d'enrichissement d'uranium.

Le premier réacteur de la centrale nucléaire de Bushehr en Iran a été complété avec l'aide fournie par Rosatom<sup>19</sup>. Il a été officiellement inauguré le 12 Septembre 2011. L'Iran a annoncé qu'il travaille sur la création d'une nouvelle centrale nucléaire à Darkhowin<sup>20</sup>, d'une capacité de 360 Mégawatts. La société JSC Atomenergoprom<sup>21</sup> a annoncé que l'usine nucléaire de Bushehr atteindra sa pleine capacité de production d'ici la fin de 2012. L'Iran

---

<sup>17</sup> Watt unité utilisée dans la capacité électrique, et mégawatts est égal à un million de watts.

<sup>18</sup> Al Samadi, Fatima, «l'accord post-nucléaire: les comptes et les relations Iranienne », *Centre Al Jazeera pour les études*, Juillet 2015, p3-7 ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.aljazeera.net/encyclopedia/issues/2015/6/18/>

<sup>19</sup> **Rosatom** (Gouvernement de l'énergie nucléaire) est un organisme du gouvernement russe de réglementation de la communauté nucléaire. Situé à Moscou, il a été créé le 29 janvier 1992, remplaçant le Ministère de l'Industrie et de l'ingénierie nucléaire dans l'ex-Union soviétique. Il est réorganisé comme un organisme fédéral de l'énergie atomique le 9 Mars 2004.

<sup>20</sup> **Darkhowin** est une zone rurale située près de la frontière avec l'Iraq et le Koweït, non loin des rives du golfe Persique avec une population estimée à 872000 habitants.

<sup>21</sup> **JSC Atomenergoprom** (nom complet - Joint Stock Compagnie atomique Power Corporation Énergie, nom court - AEP) est une société d'Etat russe vertical intégrée (actuellement en cours d'organisation), qui réunira 89 entreprises de l'industrie nucléaire. Atomenergoprom fournit le cycle complet de production de l'ingénierie de l'énergie nucléaire - de la production d'uranium à la construction de la centrale nucléaire et la production d'énergie. AEP comprend déjà ces grandes entreprises que Rosenergoatom Concern.TVEL (17% du marché mondial du combustible nucléaire), TENEX (40% du marché des services d'enrichissement d'uranium du monde)

a également montré qu'il cherche à fabriquer des réacteurs moyens pour la production ainsi qu'à exploiter des mines d'uranium pour l'avenir énergétique.

En novembre 2011, l'agence internationale de l'énergie atomique a critiqué le gouvernement de l'Iran. D'après son rapport n° GOV/2011/65 en date du 8 novembre 2011<sup>22</sup>, l'Iran a probablement mené des recherches et des expériences visant à développer les capacités d'armes nucléaires avant 2003.

Par conséquent, on peut constater que l'Iran a bénéficié intelligemment de la dure expérience de l'Irak, en se focalisant sur la technologie de centrifugation, qui présente des caractéristiques différentes des autres méthodes d'enrichissement. Le plus important pour l'Iran était de cacher facilement ces installations dans des bâtiments qui seront difficiles à détecter par reconnaissance aérienne. En plus de sa forte motivation, l'Iran avait confiance en sa capacité à poursuivre son programme nucléaire militaire en toute sécurité.

L'Iran était cependant proche d'obtenir l'arme nucléaire, et la communauté internationale s'est sentie menacée. Pour endiguer ce risque, une action coordonnée, visant à exercer une pression internationale, était nécessaire, notamment par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies et les grandes puissances afin d'initier et de poursuivre des négociations pour encadrer le programme iranien dans une dimension civile.



ÉCOLE DE GUERRE

---

<sup>22</sup>IAEA, « La mise en œuvre des garanties du TNP, accord et les dispositions pertinentes de résolutions du Conseil de sécurité dans le République islamique d'Iran », IAEA, n° GOV/2011/65 , novembre 2011, p 3-11 ; disponible à l'adresse Internet suivante

[http://www.isisonline.org/uploads/isis-reports/documents/IAEA\\_Iran\\_8Nov2011.pdf](http://www.isisonline.org/uploads/isis-reports/documents/IAEA_Iran_8Nov2011.pdf)

## Chapitre II

### Les négociations nucléaires

#### **Révélation du secret nucléaire iranien**

La controverse autour du programme nucléaire iranien trouve son origine en 1997, à l'occasion de la conférence générale de l'AIEA, durant laquelle le délégué iranien déclarait que l'objectif du pays était de parvenir à ce que, d'ici 20 ans, 20% de l'électricité du pays soit produite par des centrales nucléaires<sup>23</sup>. Et lors de la conférence générale de l'AIEA de 2002, l'Iran annonçait le lancement d'un programme à long terme (20 ans) de construction de centrales nucléaires, ce programme comprenant l'ensemble des technologies et des activités du cycle nucléaire<sup>24</sup>. À la suite de cette annonce, et dans le contexte d'allégations formulées par l'Organisation des moudjahiddines du peuple iranien (OMPI)<sup>25</sup>, portant sur l'existence d'activités nucléaires clandestines en Iran, l'AIEA organise des visites en Iran, et des réunions ont lieu avec les responsables iraniens (2002-2003).

En 2003, un réseau scientifique pakistanais Abed Al Qader Khan<sup>26</sup> qui a fait passer la technologie nucléaire à l'Iran a été révélé, ce qui a surtout conduit à davantage d'embarras, et des enquêtes sur Téhéran. Khan, qui a été placé en résidence surveillée après avoir admis dans une émission télévisée en 2004 qu'il porte l'entière responsabilité du transfert des dessins d'armes nucléaires du Pakistan en Corée du Nord, la Libye et l'Iran<sup>27</sup>.

- Fin 2003, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni (désignés collectivement comme "E3"), conjointement avec le haut représentant européen pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), Javier Solana, entament des négociations avec l'Iran visant à résoudre la crise. Le 21 novembre 2003, ils parviennent à un accord, connu sous le nom d'Accord de Téhéran. L'Iran y affirme que son programme nucléaire a un caractère exclusivement pacifique.

---

<sup>23</sup>"Déclaration de M. Aghazadeh", AIEA 41e session ordinaire (1997), Compte rendu de séance plénière, GC (41) /OR.2, par. 41.

<sup>24</sup> DÉCLARATION par IL. Reza Aghazadeh, Vice-président de la République islamique d'Iran, et Président de la Organisation de l'énergie atomique de l'Iran, à la 46e Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne, le 16 Septembre 2000, p3-4; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.iaea.org/About/Policy/GC/GC46/Statements/iran.pdf>

<sup>25</sup> Mouvement armé luttant contre la République islamique d'Iran, auteur de nombreuses attaques terroristes contre des objectifs civils et militaires en Iran.

<sup>26</sup> Abdul Qadeer Khan, ou Abdul Qadir Khan, est né le 1er Avril 1936, à Bhopal, en Inde, scientifique pakistanais en physique nucléaire, il est le fondateur du programme nucléaire Pakistanais et l'élément le plus important dans la fabrication de la première bombe nucléaire pakistanaise.

<sup>27</sup> Syed Shoaib Hasan, « Respectez-vous reviendra au père de la bombe nucléaire pakistanaise? », Agence BBC Nouvelles, Islam Abad, Juin 2008, p1-2; disponible à l'adresse Internet suivante [http://news.bbc.co.uk/1/hi/arabic/world\\_news/newsid\\_7432000/7432779.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/arabic/world_news/newsid_7432000/7432779.stm)

Il s'engage à mettre en œuvre une pleine coopération avec l'AIEA, notamment par la signature et l'application du Protocole additionnel, dans le but de clarifier toutes les questions ouvertes et remédier à toutes les défaillances possibles. L'Iran suspend provisoirement ses activités d'enrichissement de l'uranium, à titre de mesure volontaire et destinée à renforcer la confiance mutuelle, tout en maintenant qu'il possède le droit de développer le nucléaire à des fins pacifiques. De leur côté, les occidentaux reconnaissent le droit de l'Iran de bénéficier de l'énergie nucléaire civile en conformité avec le TNP<sup>28</sup>.

En novembre 2004, l'Iran a accepté de suspendre tout enrichissement d'uranium en accord avec la troïka de l'Union européenne. Mais, en septembre 2005, Téhéran a repris les activités à l'usine d'enrichissement d'uranium à Isfahan.

En janvier 2006, l'Iran a rompu les accords ; et un mois plus tard, après une visite des experts de l'AIEA dans une installation de recherche nucléaire, le vote d'une résolution pour approuver le renvoi du dossier devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, vote appuyé par le trio européen, a obtenu 27 voix pour 3 contre, et 5 abstentions. Mais la Russie et la Chine ont voté en faveur de la résolution<sup>29</sup>.

Le Conseil de sécurité a fixé à l'Iran l'échéance du mois d'août 2006 pour mettre un terme au développement de son programme nucléaire. En réponse à cette menace, l'Iran persiste dans sa politique d'enrichissement et n'hésite pas à faire montre publiquement de sa réticence. Le 11 avril 2006, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a annoncé que l'Iran avait réussi à enrichir de l'uranium. Sa déclaration officielle sur la question montre son engagement à respecter les clauses de l'organisation internationale: "Je déclare officiellement, dans mon discours que l'Iran a rejoint le club nucléaire et les pays qui ont la technologie nucléaire." Il a réussi à enrichir l'uranium à 3,5%, en utilisant plus de 100 centrifugeuses<sup>30</sup>, et avant l'expiration de la date limite du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce succès signifiait un enrichissement d'uranium de 3,5% adapté à des fins pacifiques, et loin des fins militaires qui nécessitent un enrichissement de l'uranium à hauteur de 90%. Ce qui a incité l'AIEA à accuser l'Iran de ne pas vouloir suspendre le programme.

En décembre 2006, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté sur un projet de résolution imposant des sanctions commerciales contre l'Iran.

---

<sup>28</sup> Iran Ministry of Foreign Affairs, Statement by the Iranian Government and visiting EU Foreign Ministers, le 21 octobre 2003.

<sup>29</sup> IAEA, "Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran", IAEA, GOV/2006/15, 27 February 2006; p2-4; disponible à l'adresse Internet suivante <https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2006-15.pdf>

<sup>30</sup> Fox News, "Iran President: We Won't Retreat 'One Iota'", 14 April 2006, p2; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.foxnews.com/story/2006/04/14/iran-president-wont-retreat-one-iota.html>

## La confrontation entre l'Iran et la communauté internationale

### Les sanctions économiques

Les sanctions économiques sont un des instruments mis en place dans le cadre du système onusien et inscrit à la Charte des Nations Unies. Elles furent, de la même manière que pour d'autres crises internationales, utilisées contre l'Iran dans le cadre de ce qui peut être appelée une « diplomatie coercitive ». Elles sont généralement présentées comme un moyen quasi-pacifique faisant intégralement partie d'une démarche diplomatique, seul moyen pour éviter la guerre. Cependant, Comme l'expert américain des sanctions, Robert A. Pape, a noté, « les sanctions sont souvent un prélude à la guerre, pas une alternative »<sup>31</sup>. Autrement dit, des « bombes intelligentes » peuvent succéder aux « sanctions intelligentes ».

À la suite de l'échec de l'Iran à coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, la communauté internationale a été obligé d'imposer des sanctions économiques à l'Iran. Mais ce ne sont pas les premières sanctions contre Téhéran, où il y a des sanctions économiques anciennes contre l'Iran, depuis le problème des otages américains en 1979, jusqu'à l'embargo économique complet en 1995. Mais concernant le programme nucléaire iranien, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté 7 résolutions : n° 1696 (31 Juillet 2006) ; n° 1737 (23 Décembre 2006) ; n° 1747 (24 Mars 2007) ; n° 1803 (3 Mars 2008) ; n° 1835 (27 Septembre 2008) ; n° 1929 (9 Juin 2010) ; n° 1984 (8 Juin 2011).

En plus des sanctions du Conseil de sécurité, des pays comme les États-Unis, l'Australie<sup>32</sup>, le Japon<sup>33</sup> et le Canada<sup>34</sup> ont adopté des sanctions unilatérales contre l'Iran, ainsi que l'Union européenne, dont les sanctions contre l'Iran incluent, par exemple, l'interdiction de financement ou de traiter avec Téhéran. Les sanctions incluent aussi l'interdiction des investissements dans l'industrie pétrolière iranienne, l'interdiction de l'assurance des pétroliers iraniens, et l'interdiction du commerce avec l'Iran dans le domaine des

---

<sup>31</sup> Fathollah-Nejad, Ali, chercheur en relations internationales à la « School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres, « présentation faite lors du colloque organisé par l'Académie de Géopolitique de Paris au Palais du Luxembourg (Sénat) », Paris, le 3 juin 2013; disponible à l'adresse Internet suivante

<http://www.mondialisation.ca/les-sanctions-contre-iran-les-multiples-impacts-nefastes/5339945>

<sup>32</sup> Department of Foreign Affairs and Trade Australia, Australia Imposes New Broad-Ranging Sanctions against Iran, 29 July 2010.

<sup>33</sup> europe1, « Le Japon impose des sanctions », le 03 septembre 2010; disponible à l'adresse Internet suivante

<http://www.europe1.fr/international/iran-nucleaire-le-japon-impose-des-sanctions-262680>

<sup>34</sup> Gouvernement du Canada site officiel, « Les sanctions canadiennes à l'égard de l'Iran » ; disponible à l'adresse Internet suivante

<http://www.canadainternational.gc.ca/iran/sanctions/index.aspx?lang=fra>

pierres précieuses et des métaux précieux<sup>35</sup>.

Téhéran ne peut plus nier les impacts des sanctions sur l'économie iranienne, et il y a toujours dans les commentaires des responsables officiels iraniens une liaison permanente entre le succès des négociations sur le programme nucléaire et la levée des sanctions. Il faut souligner ici que les sanctions prises par le Conseil de sécurité des Nations unies depuis 2006 conduit pour l'Iran à la perte économique d'environ 200 milliards de dollars au cours de la période 2012-2015<sup>36</sup>. Le Département du Trésor des États-Unis révèle les sanctions économiques américaines contre l'Iran, et impose une amende d'un coût de 5 milliards de dollars par mois. Il exerce conjointement une pression pour empêcher le gouvernement iranien d'acquiescer des armes nucléaires<sup>37</sup>.

### **Menaces militaires**

Israël et les États-Unis n'ont jamais exclu la possibilité de recourir en dernier recours, à des frappes militaires contre les installations nucléaires de l'Iran, si celui-ci ne satisfaisait pas aux exigences occidentales de la nécessité de développer son programme sous supervision internationale directe; ceci, de manière à empêcher la transformation à des fins pacifiques vers les domaines militaires.

Au début avril 2007, Michael T. Klare souligne, en faisant une analyse des discours du président américain George W. Bush, en particulier ceux des 10 janvier, 23 janvier et 14 février 2007, que le Président américain "a déjà décidé qu'une attaque militaire est sa seule option et le reste n'est une mascarade. Il devait cependant convaincre ses alliés européens". Klare affirme que dans ces discours, Bush a mis au point un casus belli pour préparer l'opinion à une attaque, et il y apporte trois justifications: d'abord parce que l'Iran prépare les attaques contre les troupes américaines en Irak, ensuite parce que l'Iran a un programme d'armes nucléaires, et enfin parce que l'Iran pourrait devenir une puissance dominante dans la région et déstabiliser les gouvernements pro-américains en Israël, la Jordanie, le Bahreïn et l'Arabie Saoudite<sup>38</sup>.

Le journal israélien Haaretz a rapporté que le Premier ministre israélien

---

<sup>35</sup>eur-lex, Council Decision 2014/829/CFSP of 25 November 2014 amending Decision 2010/413/CFSP concerning restrictive measures against Iran; disponible à l'adresse Internet suivante <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32014D0829>

<sup>36</sup>Sky news arabia, « Sanctions contre l'Iran engagés d'énormes pertes », Abu Dhabi, le Jeudi, 13 Septembre 2012, 04:45 GMT ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.skynewsarabia.com/web/article/44898/>. Le Jeudi, 13 September, 2012

<sup>37</sup>Sky news arabia, Ibid.

<sup>38</sup>Tom Engelhardt, « Michael Klare, Talking Points for the Next War », *A project of The Nation Institute*, le 25 février 2007; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.tomdispatch.com/post/169271/>

Benjamin Netanyahu et le "ministre de la Défense Ehud Barak tentent de rassembler une majorité de leur gouvernement en faveur d'une action militaire contre l'Iran," Quelques jours plus tard, le président israélien Shimon Peres avertit qu'une attaque iranienne contre Israël est de plus en plus probable. Fin octobre, l'aviation israélienne mène un grand exercice d'entraînement au large des côtes italiennes", exercice dans lequel les missiles à longue portée et les bombardiers feront une grande démonstration de forces. Le 7 novembre, Israël procède à des essais d'un missile balistique capable de frapper n'importe quel point en Iran. Israël a déployé des sous-marins nucléaires équipés de missiles au large des côtes de l'Iran<sup>39</sup>.

### **L'accord préliminaire**

Entre le 26 mars et le 2 avril 2015, des négociations-marathon sont entreprises entre l'Iran et les six pays (Chine, Russie, États-Unis, France, Royaume-Uni plus Allemagne) dans la ville suisse de Lausanne, l'objectif étant de parvenir à un règlement global qui garantira la nature pacifique du programme nucléaire de l'Iran, et l'abolition de toutes les sanctions contre l'Iran. Entamé à Lausanne, ce cycle de négociations va se poursuivre et sera étendu à d'autres acteurs. Au final, une déclaration conjointe fait ressortir dans ses conclusions, des solutions concernant le programme nucléaire de l'Iran, dont la mise en œuvre débutera en fin Juin 2015. Téhéran comprend que mettre un terme à ce cercle vicieux n'est pas dans son intérêt. La dimension «historique» de ces accords mérite un respect du gouvernement iranien de ses engagements mais l'issue de ces résolutions laisse encore perplexe l'espoir d'une sortie de crise<sup>40</sup>.

L'accord intermédiaire n'est pas le premier accord intervenu entre l'Iran et les puissances occidentales sur le programme nucléaire. Il fait suite à l'Accord de Téhéran (2003), à l'Accord de Paris (2004), au Plan de travail (2007) et à l'accord Iran-Brésil-Turquie de 2010. Les deux premiers accords ont échoué par suite de désaccords persistants sur l'existence et l'étendue du droit de l'Iran de poursuivre des activités d'enrichissement de l'uranium. Quant à l'accord de 2007, s'il a permis de résoudre toutes les questions en suspens qu'il identifiées, il n'a cependant pas permis d'aboutir à une solution globale de la crise, par suite de nouvelles allégations sur l'existence d'une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien.

---

<sup>39</sup>Larry Everest, "New Threats of U.S.-Israeli Aggression Against Iran", *world cant wait*; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.worldcantwait.net/index.php/features/iran/7458-new-threats-of-us-israeli-aggression-against-iran>

<sup>40</sup> Katy Lee, "the international statement on the Iranian nuclear deal", *VOX ENERGY & ENVIRONMENT*, avril 2015; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.vox.com/2015/4/2/8336723/iran-nuclear-deal-transcript>

L'objectif de l'accord est de freiner l'évolution du programme au moins de dix ans, par la suspension de plus de deux tiers des capacités d'enrichissement iranienne, en échange de la levée des sanctions occidentales sur Téhéran, après 12 ans d'intimidation réciproque entre les deux parties.

L'accord nucléaire récent, signé entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, a aidé l'Iran à conserver son programme nucléaire avec ses composantes de base et a trouvé un mécanisme pour ajuster le programme, ainsi que stopper toute capacité d'acquisition des armes nucléaires.

Cet accord consiste à une limitation de la capacité du programme nucléaire iranien en échange de la levée des sanctions, qui ont été imposées à l'Iran, ce qui lui permet de s'enrichir entre 3,5% et 5% d'uranium, "la qualité d'uranium est plus importante que la quantité". Il a aussi permis à l'Iran l'accès gratuit à 15 milliards de dollars des fonds bloqués et l'échange de l'or et des métaux précieux, qui a incité les secteurs économiques et commerciaux en Asie, en Europe et aux États-Unis pour promouvoir les programmes d'investissement dans les secteurs de transport et d'automobile iraniens<sup>41</sup>. Wli Alah Saif, la tête de la banque centrale de l'Iran, a déclaré que "l'argent pour être libéré directement et dans 5 à 6 mois, d'un montant de 29 milliards de dollars, mais 23 milliards de dollars qui sont réservés au Japon, en Corée et les Emirats arabes unis, tandis que 6 milliards de dollars de réserve des recettes pétrolières Inde. Et a été libéré 13 tonnes de réserves d'or de l'Iran, il a été remis à la trésorerie de la Banque centrale d'Iran le 30 Juin 2015.

Cet accord est une étape importante qui a ouvert la voie le 14 Juillet, 2015, à un accord de sortie de crise entre l'Iran et les six puissances à propos du nucléaire. Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne, collectivement connu sous nom P5 + 1 ont finalisé un plan conjoint d'action global (JCPOA) (Joint Comprehensive Plan of Action). Le JCPOA vise à garantir l'utilisation du programme nucléaire de l'Iran peut être utilisé pour des raisons purement pacifiques, en échange d'une large levée des sanctions des États-Unis, de l'Union européenne (UE) et des Nations-Unies (ONU) sanctions contre l'Iran. Le JCPOA reflète en grande partie de ce qui a été convenu le 2 avril 2015 à Lausanne dans le cadre de l'accord de sortie de crise.

---

<sup>41</sup> Une conférence de presse conjointe entre Zarif et Mgrena, « La déclaration conjointe du cadre de l'accord de Lausanne nucléaires entre l'Iran et 5 +1 », *Tasnim news*, Iran, avril 2015 ,p1-2 ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.tasnimnews.com/ar/news/2015/04/03/699239/>

## Chapitre III

### Conséquences de l'accord sur l'Iran et la région

#### **Analyse de certains termes de l'accord et ses conséquences**

Dans l'analyse du dernier accord nucléaire avec l'Iran du point de vue technique et scientifique, il doit être important d'étudier la lettre et l'esprit pour évaluer l'étendue de son impact sur les parties signataires. Ici, nous allons parler des éléments les plus importants de mon point de vue et qui sont liés à la production d'une bombe nucléaire.

Dans son esprit, le chapitre intégral portant sur la suspension de l'enrichissement de l'uranium "20%" dans un délai de six mois, ne semble pas promouvoir la recherche de solution convenable à la garantie de la paix dans le monde arabe. Du fait de sa détermination à produire plus d'uranium enrichi qu'il n'en a besoin, l'intention iranienne est de peser de son poids sur les négociations. Cette posture d'intimidation marque la volonté affichée par les pouvoirs politiques iraniens à maintenir un climat délétère dans les relations internationales<sup>42</sup>.

L'article sur la cession de l'uranium "20%" produit par l'Iran, devrait servir pour la fabrication de carburants supplémentaires pour le réacteur de Téhéran pour la recherche, en le mélangeant avec de l'uranium faiblement enrichi en vue d'en produire celui de moins de 5%, voire même l'exporter vers d'autres pays sous l'égide de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Dans ce contexte, ledit article rend sciemment service aux intentions des deux parties. Ainsi, l'Occident pourrait s'assurer que l'Iran ne détient plus cette quantité d'uranium enrichi à 20%, le voyant réduire son enrichissement à 5%. Ceci signifie que l'Iran ne serait plus en mesure de produire une arme nucléaire. Cependant, l'Iran serait le grand gagnant de cette démarche, du fait qu'il aurait pu imposer sa position et ses propositions face à l'insistance de la communauté internationale et de l'AIEA, pour ne pas avoir à exporter ces quantités fertilisées à l'extérieur. Cela indique la possibilité d'un retour rapide à l'Iran d'enrichir l'uranium au niveau du signal de 90%, et donc la production d'armes nucléaires<sup>43</sup>.

#### **Les impacts politiques et économiques pour l'Iran**

<sup>42</sup>Robert Satloff, « ce que l'erreur réelle en Iran accord nucléaire », *l'Institut de Washington pour la politique au Proche-Orient*, le 14 Juillet, 2015, p1-2; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.washingtoninstitute.org/ar/policy-analysis/view/whats-really-wrong-with-the-iran-nuclear-deal>

<sup>43</sup>Robert Satloff, Ibid.

**Les impacts économiques.** L'accord passé récemment entre les P5+1 et l'Iran permet la levée de la plupart des sanctions économiques et une nette amélioration des perspectives économiques du pays. Si les retombées économiques pour le reste du monde sont encore incertaines, elles devraient être, au total, positives, pour deux raisons : le retour de l'Iran sur le marché mondial du pétrole, qui devrait se traduire par une augmentation de l'offre mondiale; et la levée des sanctions, qui devrait offrir de nouveaux débouchés en termes de commerce et d'investissement. Pour l'heure, il est difficile de prévoir l'ampleur de ces effets ou le temps qu'il leur faudra pour se concrétiser, en raison d'un certain nombre de facteurs : les grandes incertitudes qui demeurent quant au moment précis où les sanctions seront levées et la durée de cette suspension; la rapidité avec laquelle l'Iran parviendra à accélérer son rythme de production et la réaction des autres producteurs de pétrole; enfin, la mise en place, ou non, de réformes plus que nécessaires destinées à relancer l'économie nationale pour accompagner la levée des sanctions.

D'un point de vue économique, on peut effectivement s'attendre à une accélération de la croissance en Iran et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, la levée des sanctions financières permettra que des transferts de fonds entre l'Iran et l'étranger s'opèrent. L'Iran devrait également récupérer au moins 100 milliards de dollars d'avoir en devises<sup>44</sup>, qui étaient auparavant bloqués à l'étranger. De plus, si les sanctions financières sont levées, les entreprises iraniennes pourront importer des biens intermédiaires et des biens d'équipement, ce qui permettra une relance de la production industrielle. Ensuite, l'Iran va pouvoir exporter 100% de sa production pétrolière, auparavant limitée à 50%. Par conséquent, les recettes de l'État seront mécaniquement plus importantes et pourront conduire à de nouveaux investissements d'infrastructures. C'est d'ailleurs ce budget qui a beaucoup souffert suite aux sanctions. Enfin, on peut penser qu'un certain nombre d'investisseurs étrangers, à terme, vont pouvoir réinvestir les marchés iraniens.

Tous ces facteurs vont permettre à la croissance de reprendre en 2016 et sans doute de réduire le chômage dans un pays où la proportion de jeunes est particulièrement importante. Néanmoins, le grand challenge pour les autorités iraniennes sera d'éviter que cette reprise de la croissance et cette entrée de devises se traduisent simplement par des importations supplémentaires, répondant à une demande de consommation intérieure importante. Hassan Rohani devra alors mener des politiques rigoureuses et

---

<sup>44</sup> Saleh Hamid, « Les avoirs gelés de l'Iran d'être libérés en vertu de l'accord de Vienne », Alarabiyane 15 Juillet 2015, p1; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.alarabiya.net/ar/iran/2015/07/15/>

structurées, permettant de favoriser l'appareil productif national et faire en sorte que ces ressources ne disparaissent pas simplement en importations et en consommation. Cela sera très certainement un enjeu important de sa politique économique.

Concernant les ventes d'avions commerciaux, l'Iran est susceptible de chercher à en acheter des quantités importantes en raison de l'âge avancé de la plupart des aéronefs utilisés par ses compagnies aériennes. L'accord engage les États-Unis à autoriser les ventes d'avions commerciaux à l'Iran, y compris des avions américains « made in US ». Si de telles ventes sont accordées, le commerce bilatéral États-Unis-Iran qui a été très limité par les sanctions pendant de nombreuses années, pourrait augmenter de manière significative. L'importation aux États-Unis des produits de luxe américains est susceptible de ne pas stimuler le commerce bilatéral de manière significative en raison du faible volume et de faible taux de ces importations par les acheteurs américains.

**Les impacts politiques.** Parmi les conséquences de cette crise, la principale est l'arrivée au pouvoir d'un régime modéré et ouvert à l'extérieur, comme la nomination de Dr Hassan Rowhani à la présidence de la République. Ce qui a incité le gouvernement de président Hassan Rowhani à lancer une campagne de propagande à l'intérieur de l'Iran pour promouvoir ce qu'il appelle les « gains » obtenus par l'Iran grâce à cet accord sur le nucléaire. Cette campagne a ciblé des institutions politiques et religieuses de l'État, ainsi que l'opinion publique iranienne, pour étouffer toute opposition à ces mesures diplomatiques et ouvrir une nouvelle fois une discorde avec le monde occidental. Ces efforts du président Rowhani ont reçu un soutien clair du guide suprême Khamenei, qui a rédigé une lettre officielle au président pour marquer son approbation et son acceptation des résultats qui ont conduit au changement de régime. Toutefois, cela n'empêchera pas certaines critiques dirigées contre le gouvernement iranien : la menace d'une attaque nucléaire d'Israël est encore réelle au moment où le gouvernement renonce officiellement à son programme avec la signature des accords de Genève. D'autres opposants de Rowhani apprécient diversement l'impact positif de cet accord sur l'économie iranienne, d'autant plus que le rendement financier total ne dépasse pas 7 milliards de dollars (Selon l'accord à Genève en Novembre 2013, 4,2 milliards de dollars d'actifs gelés ont été libérés en guise de première mesure. De même conformément à l'accord signé à Lausanne, il a été convenu de libérer 700 millions de dollars par mois, et le total avoisinerait aujourd'hui les 2,8 milliards de dollars transférés sur le compte de la banque centrale iranienne)<sup>45</sup>, et que les exportations de pétrole sont maintenues à un niveau inférieur, qui représente environ 60% par rapport à 2011. Le coût

---

<sup>45</sup> Saleh Hamid, « Les avoirs gelés de l'Iran d'être libérés en vertu de l'accord de Vienne », [Ibid.](#)

d'opportunité générée par la libération d'une partie importante des fonds gelés est bien défavorable.

Le Parti des fondamentalistes conservateurs iraniens n'attend qu'un échec du Président Rowhani lors de ses négociations avec l'Occident sur la question nucléaire. Laquelle situation lui permettrait d'exercer plus de pression sur le pouvoir pour traiter de nombreuses questions politiques importantes, notamment la libération des politiciens en résidence surveillée comme Moussavi et Karroubi, et le retour à l'ancien système politique du "shah" adapté au système islamique où les recommandations seraient édictées par "Ait efaqih"<sup>46</sup> par rapport aux questions religieuses.

Il existe d'autres institutions, telles que les Gardiens de la Révolution, qui peuvent chercher à entraver les efforts de paix pour mettre en œuvre un programme politique et religieux, ce qui peut augmenter après la signature de l'accord sur le nucléaire, en particulier à la suite de l'accord nucléaire imposé des répercussions négatives sur les intérêts de niveau de protection, en particulier économique, sur tout que tout règlement global de la question nucléaire conduira l'Iran à ouvrir la voie à l'investissement étranger, privant ainsi les Gardiens de la Révolution des gains sur le plan économique en raison des sanctions imposées à l'Iran. Ceci a réduit considérablement la taille de ces investissements, ce qui incite les entreprises des Gardiens de la Révolution à remplacer les firmes étrangères.

### Les Conséquences pour les pays du Proche et Moyen-Orient

**Les États du Golfe** Les effets de l'accord sur le nucléaire entre l'ouest et l'Iran est une source de préoccupation pour certains États du Golfe. Pour eux les termes de l'accord prennent en compte que les intérêts américains et négligent visiblement les intérêts des pays du Golfe. En priorité, l'influence grandissante de l'Iran dans la région met à l'épreuve les garanties de sécurité au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG: Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar et Oman), à savoir, qu'il y a une crainte que cet accord inclut des enjeux autres ceux concernant le programme nucléaire de l'Iran. Il comporte aussi des questions régionales tenues secrètes, et que le Conseil considère comme important, comme la stabilité régionale en Syrie, au Liban, en Irak ou au Yémen. Pour le Conseil, les grandes puissances ont signé un compromis secret avec l'Iran dont l'objectif est d'offrir à Téhéran une plus grande surface de manœuvrer et une plus forte influence régionale. Il est également important de mentionner ici les effets les

---

<sup>46</sup> Ait-El faqih : est un terme politique récemment apparu dans la jurisprudence chiite. Il est considéré par les spécialistes comme une référence religieuse qui édicte les recommandations religieuses, juridiques et politiques de la révolution à l'ère de l'absence de l'argument de l'Imam, où l'action Wali al-Faqih de l'Imam caché pour diriger la nation et d'établir la règle de Dieu sur la terre.

plus importants de cet accord, qui permettent d'éviter les scénarios de "l'enfer" que serait une guerre régionale avec des acteurs extra-régionaux, avec une confrontation des pays du Golfe ayant eux-mêmes des difficultés pour parer à une éventuelle épidémie née de la guerre dans la région. Ils ne veulent pas, à la lumière de l'escalade mutuelle entre l'Iran d'une part et les Etats-Unis et Israël d'autre part, d'une éventualité qui pose la perspective imminente d'une frappe militaire contre Téhéran, au motif que ces frappes auront des répercussions sur les pays du CCG dans tous les domaines économique, politique et environnemental.

Les implications potentielles plus importantes de la signature de cet accord est la perte par les Etats du Golfe des opportunités qui pouvaient conduire par ricoché et à la chute du régime de Bachar al-Assad en Syrie, qu'il est devenu possible de parvenir à une solution politique à la crise syrienne, après la baisse de la possibilité d'une frappe militaire contre le régime Assad, qui était imminente, ce qui rend positif le rôle de cet accord, sans compter le démantèlement des alliances régionales en Syrie, alors que l'Iran va devenir un acteur régional de premier plan pour tout accord visant à parvenir à une solution dans le cadre du conflit interne syrien, avec le soutien de la Russie, en tant que garant de l'international. Il peut aussi ouvrir la porte à une intervention militaire russe en Syrie et comme une alternative de l'Iran à cette cause d'embarras pour le golfe qui indique que la question n'est pas sectaire.

Les Etats du Golfe ont essayé d'acquérir des programmes nucléaires propres au Golfe, où il y a eu des appels par des journaux arabes financés par les Etats du Golfe, pour préparer un projet nucléaire, conduit par l'Arabie saoudite et les EAU, pour faire le contre-poids du projet iranien<sup>47</sup>. D'autres ont appelé à la création d'un programme nucléaire militaire arabe, conduit par l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, surtout avec la disponibilité des ressources financières<sup>48</sup>.

A mon avis, l'Arabie saoudite, qui se considère comme le leader des États du Golfe et arabes ainsi que celui des pays musulmans, en raison de son influence religieuse, va mettre la pression sur l'Iran ou influencer son économie. Pour ce faire l'Arabie Saoudite va employer deux leviers, qui sont le pétrole et la religion. S'agissant du premier, elle va plonger le marché mondial de pétrole en réduisant le prix du pétrole, et par conséquent endommager l'économie iranienne, qui est fortement dépendante du pétrole. Concernant le deuxième facteur, elle pourrait faire des alliances religieuses, où elle sera le

---

<sup>47</sup> Al-Hammad, Ayman, « les Etats du Golfe prétendent accélérer l'achèvement de son programme nucléaire », *Riyadh Net*, n ° 16465, le 23 Juillet, 2013 ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.alriyadh.com/854207>

<sup>48</sup> Al-Hammad, Ayman, « les Etats du Golfe prétendent accélérer l'achèvement de son programme nucléaire », *ibid.*

leader, pour affaiblir la position religieuse de l'Iran et exploiter les différents entre sunnites et chiites.

### **Les pays du Moyen-Orient**

L'environnement qui entoure l'accord sur le programme nucléaire entre les pays de l'Ouest et l'Iran, présente une sorte d'entente entre les États-Unis et la Russie sur un certain nombre de questions, en particulier la crise syrienne. Il est aussi caractérisé par l'instabilité des alliances, en particulier après le Printemps Arabe. Cet environnement connaît également le retrait graduel des États-Unis du Moyen-Orient et le début de l'orientation américaine vers l'Asie de l'est. En raison de ces conditions qui se chevauchent, l'Iran est devenu un acteur central dans la plupart des problèmes de la région.

La crise syrienne est l'un des plus importants différents dans la région du Levant. Du fait que l'Iran est un acteur-clé dans cette crise, la signature du dernier accord conclu entre cette dernière et l'Occident, au sujet du dossier nucléaire, a également ouvert la porte à la possibilité de résoudre diplomatiquement le conflit syrien, en marge de l'action militaire, ce qui a augmenté l'importance et la nécessité de la participation de l'Iran dans la Conférence "Genève 2" concernant la Syrie. La position de l'Iran dans cette crise montre qu'elle appui Bachar al-Assad, au moins dans le court terme, mais cela peut changer plus tard, avec le développement de ses relations avec l'Occident, et la forte entente avec la partie russe.

Il convient de mentionner ici la situation au Liban et les liens entre les événements au Liban avec ce qui se passe sur la scène syrienne (comme le bombardement de l'ambassade iranienne et les événements de Tripoli et le processus croissant de conflit sectaire), où l'accord Ouest-Iran se présente comme une force politique et moral pour le Hezb Allah libanais, et aussi une source d'inquiétude à ses adversaires, ce qui provoque aussi une difficulté pour que l'Iran mette du pression sur le Hezbollah pour renoncer à ses armes. Je pense ainsi qu'il y aura une intervention saoudienne au Liban pour soutenir le gouvernement libanais et l'armée contre les intérêts du Hezbollah, ce qui peut être considéré comme un facteur d'aggravation des tensions au Liban au risque de conduire à une nouvelle guerre civile.

La situation en Irak, pourrait être décrite comme une situation de conflit sectaire complexe, en raison des profondes différents entre les sunnites, les Kurdes et les chiites, ainsi que entre les chiites eux-mêmes. Cela confirme qu'il soit de l'intérêt de l'Iran de s'impliquer davantage dans le conflit irakien, et que son accord avec l'Ouest ne sera pas affecté par son rôle en Irak, et qu'il est peu probable que sa politique en Irak change à court terme. Aussi avoir une conséquence sur le terrain, dans la lutte contre l'Etat islamique (EI). L'exemple de la bataille de Tikrit, en Irak, qui s'est achevée récemment, est

assez parlant. Des milices chiïtes, soutenues par Téhéran, combattaient aux côtés de l'armée régulière irakienne contre les djihadistes. Mais ils ont dû se retirer des combats, car la coalition internationale refusait alors d'appuyer l'offensive par des frappes aériennes si des miliciens soutenus par Téhéran se trouvaient sur place. Aujourd'hui, la donne a changé et il semblerait plus légitime de voir les chiïtes et l'armée de l'air américaine combattre ensemble contre l'EI. C'est l'une des conséquences positives d'un rapprochement américain vis-à-vis de l'Iran, qui pourrait désormais être considéré comme un allié contre l'EI avant d'être perçu comme une menace.

### **La position israélienne**

Netanyahu a déclaré, le jour où le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) a été annoncé, que l'accord est une « erreur historique » et qu'Israël « ne serait pas lié » par celui-ci. Son point de vue critique de l'affaire, traité dans son discours à l'Assemblée générale U.N le 2 Octobre 2015, est largement partagé à travers le monde politique israélien<sup>49</sup>. Des consultations U.S-Israël seraient en cours, l'aide et les ventes d'armes semblent refléter un changement des responsables israéliens, loin d'opposer l'accord nucléaire, insistent de plus en plus sur son application. Au cours de sa visite en Novembre 2015 le Premier ministre Netanyahu aux Etats-Unis, il a souligné : « Je pense que ce qui est important n'est pas seulement l'engagement du président Obama pour renforcer la sécurité d'Israël pour les dix prochaines années, mais aussi son engagement à maintenir l'avantage militaire qualitatif d'Israël afin qu'Israël puisse se défendre par lui-même contre toute menace. Voilà l'engagement le plus important. Et en dépit de notre désaccord sur l'accord nucléaire avec l'Iran, je crois que l'Amérique et Israël peuvent et doivent travailler ensemble dès maintenant pour assurer l'Iran est conforme à l'accord, pour freiner l'agression régionale de l'Iran et de lutter contre le terrorisme iranien dans le monde entier »<sup>50</sup>.

La position générale israélienne confirme que les options disponibles pour traiter avec l'Iran, ne se résume pas à la signature d'un accord, qui comporte beaucoup de points négatifs du point de vue israélien<sup>51</sup>, ou à une frappe militaire, mais il y a une troisième option, qui consiste à continuer de mettre la pression internationale sur l'Iran, par le biais de la concentration et la persistance des sanctions. Dans ce contexte, il est arrivé une sorte de tension entre les Etats-Unis et Israël concernant la nature des relations futures avec l'Iran, sur son programme d'enrichissement d'uranium ou de la quantité de production permise à l'Iran et la garde de la production sur son territoire. Cette tension des relations entre le gouvernement israélien et

<sup>49</sup> Kenneth Katzman et Paul K. Kerr , "Iran Nuclear Agreement", *ibid* , P23.

<sup>50</sup> Israeli Prime Minister's Office, PM Netanyahu's Address to the Jewish Federations of North America General Assembly, 10 November, 2015.

<sup>51</sup> WRAL, "Reaction from around the world to nuclear deal with Iran", le 2 Avril 2015.

l'administration américaine a conduit à de nombreuses interventions des autorités dans les deux pays, pour calmer et rapprocher les points de vue, parmi lesquelles l'action du président israélien Shimon Peres, qui soutient qu'il y a un objectif commun des deux pays, celui d'empêcher l'Iran à produire des armes nucléaires, malgré qu'il y a un désaccord entre les deux parties concernant l'applications de nouvelles sanctions.

L'accord sur le nucléaire iranien ne va pas réactiver les négociations israélo-palestiniennes, ni amener à mettre la pression américaine sur le gouvernement israélien pour de nombreuses raisons. La plus importante est que le gouvernement israélien rejette l'accord sur la forme et sur le fond, et il le considère comme une erreur historique. En plus l'exploit conjoint du gouvernement israélien, du Congrès et du Sénat américain, a permis de renouveler et présenter des sanctions contre l'Iran. Par conséquent, l'administration américaine va se concentrer sur la chance du succès de l'accord avec l'Iran et non pas sur la poursuite des négociations entre les parties palestinienne et israélienne.

Israël va parier que l'accord avec l'Iran est une autre indication de la nouvelle stratégie américaine, basée sur la réduction de son rôle dans le Moyen-Orient, et de ne pas recourir à l'emploi de la force dans le traitement de nombreux dossiers, et que l'intérêt américain serait plus orienté vers l'Asie de l'Est. Par conséquent il n'y a aucune nécessité pour Israël d'accepter un accord menaçant sa sécurité stratégique, pour le moment.

### **Conclusions**

1. L'accord conclu à Vienne le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les pays du groupe P5 + 1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne) est l'aboutissement d'une négociation diplomatique longue et patiente, mais aussi erratique qui s'est étendue sur douze ans. L'histoire détaillée de cette saga doit encore être écrite tant il demeure des zones d'ombres autour de ses différentes péripéties mais aussi de la place et du rôle exacts de chaque participant officiel et non-officiel à ce processus complexe.
2. Le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) pourrait avoir des implications profondes pour le Moyen-Orient, et en particulier pour Israël et pour les Etats du Conseil de coopération du Golfe (CCG: Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar et Oman). Le potentiel JCPOA pour éliminer la menace d'un Iran nucléaire pourrait réduire les tensions régionales pourraient. D'autre part, l'allègement des sanctions du JCPOA augmentera les ressources économiques à l'Iran de promouvoir ses intérêts dans la région, y compris le maintien en poste du président syrien Bachar Al Assad.

L'accord signifie une normalisation progressive des relations entre l'Iran et les États-Unis, ce qui est déjà en soi un élément géopolitique majeur. Dans chacun de ces deux pays, et depuis de nombreuses années, il y a eu une diabolisation de l'autre. Un dialogue régulier a repris entre leurs diplomates que depuis deux ans. C'est cette normalisation des relations avec les États-Unis, mais aussi l'autorisation accordée à l'Iran de maintenir son programme nucléaire qui renforcera à terme la puissance régionale de Téhéran, ce qui inquiète beaucoup l'Arabie saoudite et Israël. Ces deux pays ont surtout le sentiment qu'avec cet accord, l'Iran sort renforcé des négociations.

3. Il n'y a pas de raison de critiquer les États du Golfe pour leur action prioritaire dans un changement de la politique de l'Iran sur le nucléaire au motif que Khamenei est influencé par la volonté régionale et iranienne, dans le seul but de justifier la légitimité de la présence des États-Unis, alors que les questions litigieuses entre les pays du Golfe ne sont pas complètement réglées.
4. Il faut s'attendre surtout que les États du Golfe aient une confrontation avec l'Iran dans la phase post-accord. Cette conflictualité se décrit comme suit:
  - (A) la poursuite des politiques unilatérales des pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui, dans l'essence coïncide avec les intérêts des États-Unis, peut rencontrer quelques réticences des autres pays dans le jeu d'équilibre de forces dans la région. Chacun de ces deux pays cherche à asseoir une ambition de puissance régionale et minimise les grands enjeux communs de paix et de stabilité dans la région.
  - (B) la diversification des alliances internationales des pays du Golfe, par exemple celle d'établir des relations plus larges avec la Russie et la France, est un contrepoids de la dynamique américaine à l'endroit de l'Iran, puisque le constat réaffirmé par Washington est que ses politiques diplomatiques auprès des autres pays arabes n'est pas suffisant.
5. L'accord nucléaire accepté par l'Iran n'aura pas un impact négatif sur l'influence iranienne en Irak, mais il ne permet pas non plus d'accroître l'influence occidentale en Irak, et il est fort probable que le gouvernement iranien modifie sa politique extérieure et sous-régionale en invoquant encore les conflictualités religieuses entre sunnites et chiites. Au contraire, l'Iran du fait de son acceptation de l'accord sur le nucléaire, pourrait bénéficier du soutien de ses nouvelles bonnes relations avec l'Occident.

6. Les économistes estiment que l'économie iranienne pourrait croître jusqu'à 7% après la levée des sanctions sont le secteur de l'énergie de l'Iran. Le secteur de la production automobile et d'autres secteurs industriels sont susceptibles de rebondir fortement que l'importation de pièces devient plus facile à financer. Certains affirment que l'Iran utilisera les ressources économiques supplémentaires générées par l'accord pour renforcer sa position régionale. L'Administration reconnaît que l'Iran pourrait orienter des fonds supplémentaires aux alliés régionaux, mais fait valoir que l'Iran utilisera la grande masse de la des fonds supplémentaires à investir dans son économie nationale, qui a été affamé par des sanctions depuis plusieurs années.
7. L'Iran est maintenant en mesure d'exporter du pétrole brut sans restriction. Les responsables de l'énergie iraniens prévoiraient d'augmenter les exportations d'environ 500.000 barils par jour, contre 1,1 mbj niveau de la période JPA, dans environ six mois. L'Iran compterait environ 30-50 million de barils de pétrole stockées, et donc disponible pour livraison immédiate. Toutefois, les conditions du marché (baisse des prix) pourraient causer l'Iran à vendre moins de pétrole qu'il initialement prévu.
8. Il faut par ailleurs s'attendre à une confrontation politique entre le président Rowhani, les conservateurs fondamentalistes de la Garde et certains hauts dignitaires religieux de Qom. Ces derniers adoptent la politique de la ligne dure face aux réformistes et modérés, la seule voie de réconciliation sera l'intervention du guide suprême Khamenei qui préserve encore le dernier mot dans ces affrontements.
9. L'échec potentiel du gouvernement israélien de reprendre les négociations avec les Palestiniens sans garanties politiques et les exigences de sécurité. Et l'échec d'Israël d'accepter une quelconque pression des Etats-Unis sans obtenir les garanties nécessaires, en particulier sur le sujet de la cessation de la colonisation.

## Sources ET bibliographie

### Documents officiels

1. IAEA (United Nations), «*Contract between the International Atomic Energy Agency (Iran) and the United States of America for the transfer of Enriched Uranium and Plutonium for a Research Reactor in Iran*». IAEA (United Nations), 7 juin 1967, p2-6.
2. IAEA, «Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran», IAEA, GOV/2006/15, 27 February 2006; p2-4.
3. IAEA, «*La mise en œuvre des garanties du TNP, accord et les dispositions pertinentes de résolutions du Conseil de sécurité dans le République islamique d'Iran* », IAEA, n° GOV/2011/65, novembre 2011, p3-11.
4. IAEA, «*Joint Plan of Action*», Geneva, 24 Novembre 2013.
5. IAEA, «Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran (PDF) ». IAEA, GOV/2003/75, novembre 2003, p4-6.

### Ouvrages

1. G.Wald, Jean-Marie Collin, «*la bombe* ». L'univers opaque du nucléaire, Paris, Autrement, 2009.

### Articles

1. Al-Husseini, Huda, « Les hauts et les bas dans les déclarations d'Ahmadi Nejad », *Moyen-Orient Journal*, Londres, n 10320, mars 2007, p1.
2. Suliman, Ahmmad, «Le programme nucléaire iranien en 2007. train sans freins», *Agence BBC Nouvelles, Londre* ; Décembre 2007, p2.
3. Robert Satloff, « ce que l'erreur réelle en Iran accord nucléaire », *l'Institut de Washington pour la politique au Proche-Orient*, le 14 Juillet, 2015, p1-2.
4. Saleh Hamid, « Les avoirs gelés de l'Iran d'être libérés en vertu de l'accord de Vienne », *Alarabianet* 15 Juillet2015, p1.
5. A F B, « Droit nucléaire de l'Iran est une ligne rouge », *Le journal al-Akhbar*, n °1328, Iran, p1.

6. Almzhadji, Mohammed, « Iran occupe le rang 180 sur 187 pays dans l'indice d'inflation », *Al Quds Al Arabi*, Londres, n°1633, octobre 2015, p1.
7. Thierry Coville, « Accord sur le nucléaire iranien », *Iris*, 16 juillet 2015, p3.
8. Al-Hammad, Ayman, « les Etats du Golfe prétendent accélérer l'achèvement de son programme nucléaire », *Riyadh Net*, n °16465, le 23 Juillet, 2013.
9. Simon Henderson and Olli Heinonen, Nuclear Iran A GLOSSARY, *The Washington Institute for Near East Policy & Harvard University's Belfer Center for Science and International Affairs*, 2015, p.5-7.
10. Kenneth Katzman et Paul K. Kerr, « Iran Nuclear Agreement », *Congressional Research Service, USA*, janvier 2016, P17-22.
11. Une conférence de presse conjointe entre Zarif et Mgrena, « La déclaration conjointe du cadre de l'accord de Lausanne nucléaires entre l'Iran et 5 +1 », *Tasnim news*, Iran, avril 2015, p1-2.

### **Rapports et études**

1. Michael Eisenstadt, Mehdi Khalaji, « Religion and Politics in Iran's Proliferation Strategy ». *The Washington Institute for Near East Policy*, n°115, September 2011, p.1-5.
2. Haidar, Jamal Ibrahim, « Sanctions and Exports Deflection: Evidence from Iran », *Ecole d'économie de Paris*, Paris, 2012, P31.
3. Al Samadi, Fatima, « l'accord post-nucléaire: les comptes et les relations Iranienne », *Centre Al Jazeera pour les études*, Juillet 2015, p3-7.
4. Déclaration par-il Reza Aghazadeh, vice-président de la république islamique d'Iran, et président de la organisation de l'énergie atomique de l'Iran, à la 46e conférence générale de l'agence internationale de l'énergie atomique vienne, le 16 septembre 2002, p3-4.
5. Fathollah-Nejad, Ali, chercheur en relations internationales à la « School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres, « présentation faite lors du colloque organisé par l'Académie de Géopolitique de Paris au Palais du Luxembourg (Sénat) », Paris, le 3 juin 2013.

6. Ghabezi, Roohalahe, "Financial Evaluation of National Iranian Oil Company Investment in the South Pars", *American Journal of Scientific Research*, 2012, p76.

### **Internet**

1. Paul, Kerr, « Exiles and Iran Intel », Arms Control Wonk, avril 2005; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.armscontrolwonk.com/517/exiles-and-iran-intel>.
2. Syed, Shoaib Hasan, « Respectez-vous reviendra au père de la bombe nucléaire pakistanaise? », Agence BBC Nouvelles, Islam Abad, Juin 2008, p1-2; disponible à l'adresse Internet suivante [http://news.bbc.co.uk/hi/arabic/world\\_news/newsid\\_7432000/7432779.stm](http://news.bbc.co.uk/hi/arabic/world_news/newsid_7432000/7432779.stm)
3. Fox News, « Iran President: We Won't Retreat 'One Iota» ,14 April 2006; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.foxnews.com/story/2006/04/14/iran-president-wont-retreat-one-iota.html>.
4. europe1, « Le Japon impose des sanctions », le 03 septembre 2010; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.europe1.fr/international/iran-nucleaire-le-japon-impose-des-sanctions-262680>.
5. Gouvernement du Canada site officiel, « Les sanctions canadiennes à l'égard de l'Iran »; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.canadainternational.gc.ca/iran/sanctions/index.aspx?lang=fra>.
6. eur-lex, Council Decision 2014/829/CFSP of 25 November 2014 amending Decision 2010/413/CFSP concerning restrictive measures against Iran; disponible à l'adresse Internet suivante <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32014D0829>.
7. Sky news arabia, « Sanctions contre l'Iran engagés d'énormes pertes », Abu Dhabi, le Jeudi, 13 Septembre 2012 , 04:45 GMT ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.skynewsarabia.com/web/article/44898/>. Le Jeudi, 13 September, 2012.
8. La Site officiel de la Banque mondiale en ligne ; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.worldbank.org/en/country/iran>
9. Mehr Nouvelles Agence, « Iran's Unemployment Rate Hits 14.6% » Téhéran, le 13 juin 2014. Disponible sur le lien suivant <http://www.payvand.com/news/10/aug/1091.html>.
10. Tom Engelhardt, « Michael Klare, Talking Points for the Next War», A

*project of The Nation Institute*, le 25 février 2007; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.tomdispatch.com/post/169271/>

11. Larry Everest , “New Threats of U.S.-Israeli Aggression Against Iran”, *world cant wait*, disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.worldcantwait.net/index.php/features/iran/7458-new-threats-of-us-israeli-aggression-against-iran>
12. Katy Lee , “the international statement on the Iranian nuclear deal”, *VOX ENERGY & ENVIRONMENT* , avril 2015; disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.vox.com/2015/4/2/8336723/iran-nuclear-deal-transcript>



ÉCOLE DE GUERRE